

09 2 0 14 APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 7 AONO/MINHDU/CIPM/2025 DU 14 JAN 2025
POUR LA CONSTRUCTION DU CENTRE D'INSERTION DES JEUNES EN DIFFICULTE (CIJ)
DANS LA COMMUNE DE MELONG (MBOUASSOUM) EN PROCEDURE D'URGENCE.
FINANCEMENT : BIP MINH DU - EXERCICE 2025.

1- Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante, lance en procédure d'urgence un Appel d'Offres National Ouvert pour la construction du Centre d'Insertion des Jeunes en difficulté dans la Commune de Melong au lieu-dit Mbouanssoum.

2- Consistance des travaux

Les travaux à réaliser au titre du présent appel d'offres comprennent :

- Les travaux préparatoires ;
- Les travaux de terrassement ;
- Les travaux de fondation,
- Les travaux de maçonnerie et élévation,
- Les travaux de charpente et couverture,
- Les travaux de menuiserie bois, alu et métallique,
- Les travaux d'électricité,
- Les travaux de Plomberie,
- Les travaux de revêtement ;
- Les travaux d'Assainissement extérieur,
- Etc.

NB : Il est à noter que la construction des ouvrages d'assainissement se fera obligatoirement sur la base de l'approche « Haute Intensité de Main d'Œuvre » (HIMO). Les détails sont précisés dans le CCTP.

3- Allotissement

Les travaux objets du présent Dossier d'Appel d'Offres sont regroupés en un lot unique.

4- Coût prévisionnel

Le montant prévisionnel des prestations est de 98 000 000 (quatre-vingt-dix-huit millions) FCFA.

5- Délai d'exécution

Le délai prévu pour l'exécution des travaux est de quatre (04) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

6- Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises ou groupements d'entreprises ayant leur domicile ou leur siège social au Cameroun et disposant d'une expérience avérée dans le domaine concerné.

7- Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le BIP MINH DU - Exercice 2025. Imputation : 59 38 109 03 330002 523313.

8- Mode de soumission des offres

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou institution financière agréée par le Ministère en charge des finances pour émettre les cautionnements dans les domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant est fixé à 1 960 000 F CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres et assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC).

L'absence du cautionnement provisoire délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautionnements dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. Le cautionnement de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres *en version physique* peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés Publics du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au 9e étage porte 02 de l'immeuble Ministériel N° 1 à Yaoundé. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>. <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (<http://www.armp.cm>)

11- Acquisition du dossier d'appel d'offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (Service des Marchés) sise au 9e étage porte 09T02 de l'immeuble Ministériel N° 1 (en face de la Poste Centrale), dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable *des frais d'achat du DAO* cent mille (100 000) FCFA payable au Trésor Public au titre des frais d'acquisition du dossier d'appel d'offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO

12- Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 18 FEV 2025 à [13 heures, heure locale]. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur deux (02) clés USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis et présentée ainsi qu'il suit : 2 plis fermés contenant chacun le dossier administratif, l'offre technique et la proposition financière.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;

- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : l'original physique de la caution de soumission et la quittance d'achat du DAO devront parvenir sous plis scellé au Service des Marchés (Bureau des offres) du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 2^{ème} étage de l'immeuble abritant le projet PDVIR/MINHDU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux balcons rouges) au plus tard le 18 FÉV 2025 à 13 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 020-2/AONO/MINHDU/CIPM/2025 DU 14 JAN 2025
POUR LA CONSTRUCTION DU CENTRE D'INSERTION DES JEUNES EN DIFFICULTE (CIJ)
DANS LA COMMUNE DE MELONG (MBOUASSOUM) EN PROCEDURE D'URGENCE.

FINANCEMENT : BIP MINH DU - EXERCICE 2025.

13- Recevabilité des offres

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'objet ou de la référence de l'Appel d'Offres ;
- La non-présentation des copies de sauvegarde des offres;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 18 FÉV 2025 à partir de 14 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINH DU dans la salle du 2^{ème} étage de l'immeuble abritant la CIPM/MINH DU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux balcons rouges).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de

l'Appel d'Offres. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée

15- Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- a) Absence du cautionnement de soumission timbré dans le dossier administratif à l'ouverture des plis ;*
- b) Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis ou après constatation dûment notifié au soumissionnaire, d'une pièce administrative jugée non conforme ou absente ;*
- c) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;*
- d) Absence d'un conducteur des travaux ayant les qualifications suivantes :*
 - o Formation : au moins BAC + 3 en Génie Civil ou Génie Urbain, inscrit à l'ONIGC (joindre l'attestation de son inscription à l'ordre professionnel);*
 - o Expérience Générale : 03 Ans*
 - o Expérience Spécifique : ayant déjà occupé le poste de Conducteur des Travaux dans au moins deux (02) projets de constructions de bâtiments.*
- e) Présence du diplôme et du curriculum vitae d'un fonctionnaire en activité, sans un document justifiant de sa mise en disponibilité signé de son Ministre utilisateur ou du Ministre de son administration d'origine ;*
- f) Omission d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;*
- g) Omission d'un prix unitaire quantifié dans le BPU ou SDPU;*
- h) Absence d'une déclaration sur l'honneur de non abandon d'un chantier au cours des trois dernières années ;*
- i) Absence d'une capacité financière d'un montant de 50 000 000 millions F CFA délivrée par la banque où est domicilié le compte du soumissionnaire ;*
- j) Absence d'au moins une référence dans les travaux de construction d'un Centre d'Insertion des Jeunes (CIJ) d'un montant supérieur ou égale à 80 millions (première et dernière page du marché enregistré accompagnées des PV de réception provisoire ou définitive) au cours des trois dernières (03) dernières années (à partir de 2022);*
- k) Absence de la preuve d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP paraphé et signé à la dernière page avec la mention « Lu et Approuvé)*
- l) Non-respect du format de fichier des offres pour la copie de sauvegarde ;*
- m) Absence de présentation des copies de sauvegarde des offres en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS lors de l'ouverture des plis ;*
- n) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;*
- o) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.*
- p) Absence d'une attestation de visite du site signée sur l'honneur par l'entreprise ;*
- q) Ayant obtenue une note technique inférieur à 75%.*

15.2 Critères essentiels

L'offre technique sera évaluée suivant la grille de notation suivante :

- a) Présentation Général 02 critère ;**

- b) Références de l'entreprise 02 critère ;
- c) Le personnel d'encadrement de l'entreprise 04 critères ;
- d) Le matériel de chantier à mobiliser 08 critères ;
- e) La méthodologie d'exécution 06 critères.

TOTAL.....22 critères

Les détails de ces critères essentiels sont précisés par le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) et repris dans la grille d'évaluation.

N.B : la Non-satisfaction d'au moins 75% des critères essentiels (16/22) entraîne l'élimination du soumissionnaire;

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

17- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres

18- Renseignements complémentaires

18.1. Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Opérations Urbaines du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 7^e étage-porte 06 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé), aux heures ouvrables ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

18.2. Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

19- Lutte contre la corruption

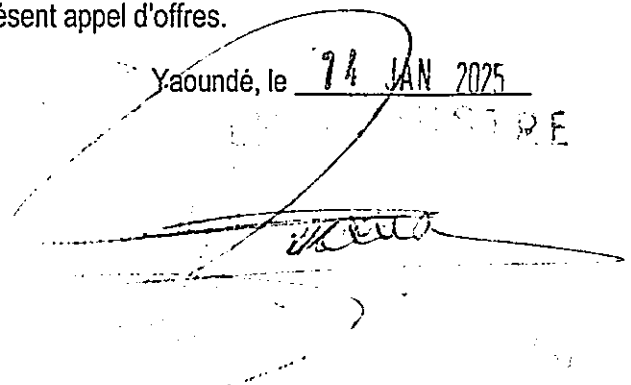
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

20- Additif de l'appel d'offres

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain se réserve le droit, en cas de nécessité, d'apporter toute autre modification ultérieure utile au présent appel d'offres.

Ampliations :

- MINMAP
- CIPM
- ARMP
- CHRONO
- ARCHIVES

Yaoundé, le 14 JAN 2025


OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
N°0020/AONO/MINHDU/CIPM/2025 OF 18 JAN 2025
FOR THE CONSTRUCTION OF THE INSERTION CENTER FOR YOUTH IN DIFFICULTY (CIJ) IN
THE COMMUNITY OF MELONG (MBOUASSOUM) AS AN EMERGENCY PROCEDURE.
FINANCING: PIB MINH DU – FISCAL YEAR 2025

1- Purpose of the Call for Tenders

The Minister of Housing and Urban Development, Project Owner and Contracting Authority, launches in emergency procedure an Open National Call for Tenders for the construction of the Integration Center for Young People in Difficulty in the Municipality of Melong in place called Mbouanssoum.

2- Consistency of the work

The work to be carried out under this call for tenders includes:

- Preparatory work;
- Earthworks;
- Foundation work,
- Masonry and elevation work,
- Framing and roofing work,
- Wood, aluminum and metal carpentry work,
- Electrical work,
- Plumbing work,
- Coating work;
- Exterior sanitation work,
- Etc.

NB: It should be noted that the construction of sanitation works will necessarily be carried out on the basis of the "High Labor Intensity" (HIMO) approach. Details are specified in the CCTP.

3- Allotment

The works covered by this Call for Tenders are grouped into one (01) plot.

4- Forecast cost

The estimated amount of benefits is 98,000,000 (ninety-eight million) FCFA.

5- Execution time

The expected time frame for the execution of the work is four (04) months. This period runs from the date of notification of the service order to start the services.

6- Participation and origin

Participation in this Call for Tenders is open to companies or groups of companies having their domicile or head office in Cameroon and having proven experience in the field concerned.

7- Financing

The work covered by this Call for Tenders is financed by the BIP MINH DU - Fiscal year 2025. Charge: 59 38 109 03 330002 523313.

8- Mode of submission of offers

The submission method chosen for this consultation is exclusively online

9- Submission bond

Each bidder must attach to their administrative documents, a stamped, hand-paid bid bond, issued by an organization or financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the areas of public procurement listed in Exhibit 14 of the DAO, the amount of which is set at 1,960,000 CFA F and valid for thirty (30) days beyond the initial date of validity of the offers and accompanied by the deposit receipt issued by the Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

The absence of a provisional guarantee issued by a first-class bank or a first-class financial organization authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in the context of public procurement will result in the outright rejection of the offer. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10- Consultation of the Call for Tenders File

The physical version of the Tender Document can be consulted during working hours at the Directorate of General Affairs / Public Procurement Service of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 9th floor, door 02 of the Ministerial building. No. 1 in Yaoundé. It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>. <http://www.publiccontracts.cm> or on the ARMP website (<http://www.armp.cm>)

11- Acquisition of the tender file

The physical version of the tender dossier can be obtained from the Directorate of General Affairs of the Ministry of Housing and Urban Development (Markets Department) located on the 9th floor, door 09T02 of the Ministerial Building No. 1 (in front of the Central Post Office), upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of the DAO purchase fees one hundred thousand (100,000) FCFA payable to Public Treasury for the acquisition costs of the tender file.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by free download at the addresses indicated above for the electronic version. However, submission by physical or electronic means is conditional on payment of the DAO purchase fees.

12- Submission of offers

Each offer written in French or English must be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 13 FEB 2025 at [1 p.m., local time]. A backup copy of the offer recorded on two (02) USB keys must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the mention below within the allotted time frame and presented as follows: which follows: 2 closed envelopes each containing the administrative file, the technical offer and the financial proposal.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of documents which will pass through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MO for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate will make sure to use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to present backup copies will result in the inadmissibility of the offer from the candidate concerned.

N.B: the physical original of the bid bond and the purchase receipt for the bidding costs must be sent in a sealed envelope to the Procurement Service (Tender Office) of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 2nd floor of the building housing the PDVIR/MINH DU project, located behind the DGSN in LONGKAK-Yaoundé (beige building with red balconies) no later than 18 FEB 2025 at 1 p.m. local time and bearing the note below:

No. **00201** OPEN NATIONAL CALL FOR TENDER
/AONO/MINH DU/CIPM/2025 OF 18 JAN 2025
FOR THE CONSTRUCTION OF THE INSERTION CENTER FOR YOUTH IN DIFFICULTY (CIJ) IN
THE COMMUNITY OF MELONG (MBOUASSOUM) AS AN EMERGENCY PROCEDURE.

FINANCING: BIP MINH DU – FY 2025.

13- Admissibility of offers

Will be inadmissible by the Project Owner:

- The envelopes bearing information on the identity of the tenderer;
- Entries received after the submission deadlines and times;
- Entries that do not comply with the submission method.
- Folds without indication of the subject or reference of the Call for Tenders;
- Failure to present backup copies of offers;

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Call for Tender Documents will be declared inadmissible. In particular the absence of a bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public procurement or non-compliance with the models of the documents in the Appeal File 'Offers, will result in the outright rejection of the offer without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14- Opening of folds

The opening of bids is done in one time and will take place on 18 FEB 2025 from 2 p.m., local time, by the Internal Procurement Commission of the MINH DU in the room on the 2nd floor of the building housing the CIPM/MINH DU, located behind the DGSN in LONGKAK-Yaoundé (beige building with red balconies).

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be dated less than three (03) months or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender notice.

In the event of absence or non-compliance of a document from the administrative file when opening the envelopes, after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15- Offer evaluation criteria

15.1. Elimination criteria

The elimination criteria are as follows:

- a) Absence of the bid bond stamped in the administrative file when the bids are opened;*
- b) Non-production beyond the deadline of 48 hours after opening the envelopes or after duly notified to the bidder, of an administrative document deemed non-compliant or absent;*
- c) False declarations, fraudulent maneuvers or falsified documents;*
- d) Absence of a works manager with the following qualifications:*
 - o Training: at least BAC + 3 in Civil Engineering or Urban Engineering, registered with the ONIGC (attach proof of registration with the professional order);*
 - o General Experience: 03 Years*
 - o Specific Experience: having already held the position of Works Manager in at least two (02) building construction projects.*
- e) Presence of the diploma and curriculum vitae of an active civil servant, without a document justifying their availability signed by their user Minister or the Minister of their original administration;*
- f) Omission of an element of the financial offer (the bid, the BPU, the DQE);*
- g) Omission of a quantified unit price in the BPU or SDPU;*
- h) Absence of a sworn declaration of non-abandonment of a construction site over the last three years;*
- i) Absence of financial capacity in the amount of 50,000,000 million CFA francs issued by the bank where the bidder's account is domiciled;*
- j) Absence of at least one reference in the construction work of a Youth Integration Center (CIJ) for an amount greater than or equal to 80 million (first and last page of the registered contract accompanied by the provisional or final acceptance reports) over the last three (03) years (from 2022);*
- k) Absence of proof of acceptance of the market conditions (CCAP and CCTP initialed and signed on the last page with the words "Read and Approved")*
- l) Failure to comply with the bid file format for the backup copy;*
- m) Failure to present backup copies of offers in the event of a malfunction of the COLEPS platform when opening bids;*
- n) Absence of the dated and signed integrity charter;*
- o) Absence of the dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses.*
- p) Absence of a certificate of site visit signed on honor by the company;*
- q) Having obtained a technical score lower than 75%.*



15.2 Essential criteria

The technical offer will be evaluated according to the following rating grid:

- Général présentation -----2 criteria
- Company's reference -----2 criteria
- Company's Managerial Staff -----4 criteria
- Material resources provided for the project -----8 criteria
- Execution methodology -----6 criteria

TOTAL.....22 criteria

The details of these essential criteria are specified by the Special Regulations for the Call for Tenders (RPAO) and included in the evaluation grid.

N.B: Non-satisfaction of at least 75% of the essential criteria (16/22) results in the elimination of the bidder;

16- Attribution

The contracting authority will award the Contract to the Bidder whose offer has been found to be substantially compliant with the Tender Documents and who has the technical and financial capacities required to execute the Contract satisfactorily and whose offer was evaluated as the lowest, including any discounts offered.

17- Validity period of offers

Bidders remain committed to their offers for a period of 90 days from the deadline set for submission of offers.

18- Additional information

18.1. Additional technical information can be obtained from the Urban Operations Directorate of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 7th floor - door 06 of ministerial building no. 1 (facing Poste Centrale – Yaoundé) , during business hours or online on the COLEPS platform at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

18.2. To obtain technical assistance, in the event of a problem relating to the use of the platform, please call the numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the email address dsi@minmap.cm.

19- Fight against corruption

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption or bad practices, please call CONAC at number 1517, the Authority in charge of Public Procurement (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

20- Addendum to the call for tenders

The Minister of Housing and Urban Development reserves the right, if necessary, to make any other useful subsequent modification to this call for tenders.

Extensions:

- MINMAP
- CIPM
- ARMP
- TIMELINE
- ARCHIVES

Yaounde, 04 JAN 2025
LE MINISTRE
